

ALI BENFLIS RÉPLIQUE À FRANÇOIS HOLLANDE :**«La vacance du pouvoir est une affaire algérienne»**

Pour Ali Benflis, la vacance du pouvoir est loin de relever d'une simple vue de l'esprit d'une partie de l'opposition mais bien d'un «fait confirmé».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et ce ne sont pas les propos «réconfortants» du président français lors de sa virée algéroise, lundi dernier.

«Je ne fais pas de commentaire sur des déclarations protocolaires et conjoncturelles», a lancé, hier mercredi, le président du parti les Avant-gardes des libertés, lors d'une conférence de presse. Et de poursuivre : «Nous sommes en Algérie. La vacance du pouvoir est une affaire algérienne. Les Algériens savent très bien ce qu'il en est, avec un gouvernement qui ne gouverne pas et des institutions paralysées». Ceci avant d'estimer que «nous n'avons pas besoin d'expertise étrangère pour le confirmer».

Du fait, donc, de cette vacance du pouvoir «reconduite», selon lui, lors des élections présidentielles du 17 avril 2014 qui «n'avaient pas servi à l'élection d'un président de la République», «le régime politique en place et tous les réseaux clientélistes qu'il a constitués

autour de lui sont dans un état d'incertitude quant à l'avenir et au désarroi face à tous les problèmes qui s'accumulent et qui échappent de plus en plus à leur contrôle», soutient-il encore. Pour lui, cette vacance du pouvoir qui est un «fait aujourd'hui bien établi» a fait «l'effet boule de neige et a entraîné une cessation d'activités des institutions et de l'administration publique».

Une réalité que «rares» sont ceux qui la contestent et dont des «forces intruses et occultes» ont profité pour prendre «possession du centre de la décision nationale en lieu et place de son titulaire constitutionnel».

Un «scénario tragique pour notre pays», à plus forte raison que ceux qui ont pris possession de fait du centre de la décision nationale se sentent en position d'imposer leur propre solution de la crise de régime dont la longue vacance du pouvoir a été le déclencheur et dont elle est responsable. Cette solution qui se concocte actuellement porte sur



Ali Benflis.

Photo : Samir Sid

la reproduction du régime politique en place et son clonage».

D'où, estime Benflis, le recours à la «politique du bord du gouffre» empreinte de «nouveaux problèmes au pays plus graves que ce qui les précédaient». Sur un autre plan, le président du parti les Avant-gardes des libertés dit refuser de répli-

quer aux attaques dont il a fait l'objet de la part du secrétaire général du FLN. Au nom d'une «politique qui est d'abord une éthique» : une éthique de comportement et une éthique de proposition, une «somme de principes, de convictions, de valeurs et d'engagements sur la base desquels sont formulées des

idées, des alternatives et des solutions», Benflis affirme ne pas suivre ses détracteurs sur le «chemin de l'invective et de l'insulte car ce chemin n'est pas le nôtre et nous l'éviterons jusqu'à notre dernier souffle». Des détracteurs auxquels il dit préférer répliquer sur «le terrain des idées, des propositions, des solutions et des projets politiques qu'ils n'en ont pas».

Mais pas que cette raison car il y a aussi ce souci de ne pas se faire «détourner l'attention des véritables problèmes du pays : les périls qui pèsent sur l'état national, la gravité de la situation économique et la fragilisation de la société algérienne».

Quant au rôle de l'ANP quelque peu ébranlé par le dernier message de félicitations de son premier chef au secrétaire général du FLN, Benflis soutient que notre armée accomplit comme il se doit ses missions constitutionnelles.

Et d'estimer qu'elle peut jouer le rôle de «garante» d'un éventuel pacte politique entre l'opposition et le pouvoir portant une transition démocratique.

M. K.

SELLAL À MASCARA ET À ORAN**Les préoccupations économiques priment sur tout**

C'est à partir des wilayas de Mascara et d'Oran que Abdelmalek Sellal a repris, hier, ses «rituelles» visites à l'intérieur du pays. Une sortie entièrement dédiée aux seules préoccupations socioéconomiques. Pas la moindre «incursion» dans le domaine politique.

De notre envoyé spécial à Mascara et Oran, Kamel Amarni

Il est vrai qu'on est loin des visites électoralistes de 2013-2014 précédant la présidentielle. Pour cette... troisième tournée à travers le pays, il s'agit, pour le chef de l'exécutif, d'occuper le terrain et donner une «présence physique» au pouvoir pour compenser la «grande» absence qui dure, celle de Abdelaziz Bouteflika.

Ces visites comportent également un volet pratique évident : permettre un suivi de près des gigantesques chantiers, lancés dans le cadre du plan quinquennal. Un plan qui, à peine engagé, sera vite rattrapé par la sévère chute des prix du pétrole.

Ce qui nécessite des révisions, des réajustements et même parfois des suppressions de projets. Bref, il est parfois aussi question de décisions douloureuses même si le gouvernement fait tout pour ne pas le montrer.

C'est donc accompagné du tiers de son gouvernement que Sellal s'est déplacé à l'ouest du pays. Outre le ministre de

l'Intérieur, Nouredine Bedoui, ont également fait le déplacement les ministres de l'Industrie Abdesselam Bouchouareb, de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, de l'Agriculture Abdelkader Kadi, des Ressources en eau, Abdelouahab Nouri, de la Culture Azzedine Mihoubi, de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjer, de la Santé Abdelmalek Boudiaf et de la Communication,

Hamid Grine. Essentiellement, les secteurs de l'agriculture, des ressources en eau mais surtout de l'industrie ont dominé cette visite.

Deux usines, l'une de production de pâtisseries et boulangerie industrielle, l'autre, installée à Zehana et appartenant à la société Algerian Kraft Paper de production de sacs d'emballage en papier pour le conditionnement industriel ont été inaugurées à l'occasion dans la wilaya de Mascara.

Ceci, alors qu'à Oran, Sellal a eu à inaugurer l'extension de l'aciérie de Bettioua.

K. A.



Abdelmalek Sellal.

Photo : Samir Sid

SAÏDA BENHABYLÈS :**«Le couffin du Ramadhan rappelle l'indigénat»**

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA) n'en démord pas : la solidarité ne doit pas prendre l'allure de la charité. Saïda Benhabylès se dit révoltée par l'usage du terme «couffin du Ramadhan» qui lui rappelle «l'indigénat» et le «colonialisme».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les amalgames faits entre politique de solidarité et culture de solidarité indignent la présidente du CRA. Invitée hier de la radio algérienne, Benhabylès a rappelé que c'est à l'Etat de prendre en charge la solidarité qui, en aucun cas dit-elle, ne doit se transformer en assistanat. Le terme «couffin», dit-elle, est «dégradant» et rappelle «l'indigénat» et «le colonia-

lisme» et la solidarité ne peut se décréter.

C'est au quotidien que les éléments du CRA font preuve de solidarité car, estime sa présidente, les personnes dans le besoin ne doivent pas «mourir de faim avant et après le Ramadhan». Plutôt que le fameux couffin, la présidente préconise la mise en place d'aides financières pour préserver la dignité humaine. Le CRA, dit-elle, n'a pas de budget alloué à l'opération mais distribue l'argent qui lui est donné par les donateurs. Idem pour les fameux restaurants dits de la «Rahma». La présidente du CRA s'indigne contre les scènes de familles entières attendant qu'on leur serve un repas dans un récipient, quelques minutes avant l'adhan. Une «humiliation» qui ne devrait plus être tolérée au regard des moyens

colossaux que l'Etat mobilise chaque année pour les opérations de solidarité. Le meilleur moyen de venir en aide aux personnes dans le besoin, affirme Benhabylès, est de revenir aux méthodes ancestrales en comptant sur les relais locaux et non pas en faisant confiance aux listes établies par les communes.

Ces listes sont, selon Benhabylès, truffées d'opportunistes car, considère-t-elle, les «vrais» nécessiteux ne tendent pas la main et ne font pas la queue devant les communes pour attendre le fameux couffin.

Les communes sont d'ailleurs pointées du doigt. Elle utilise, selon la présidente du CRA, les listes des nécessiteux comme des «cartes électorales».

N. I.